

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3737

[S - C - 2002/29476]

**2 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation
du règlement de procédure de la Chambre de recours de l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 117;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment les articles 26 et 27;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu la délibération de la Chambre de recours 1^{re} et 2^{ème} sections du 29 septembre 1999;

Sur la proposition du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions et du Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française approuve le règlement de procédure unique, ci-annexé, de la Chambre de recours de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, 1^{re} et 2^e sections.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions et le Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

Annexe

Chambre de recours de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
Règlement unique de procédure (commun aux deux sections)

Article 1^{er}. Les dispositions du présent règlement de procédure pris en application de l'article 117 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'Office de la Naissance et de l'Enfance par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ci-après dénommé le "statut", complètent les articles 106 à 117 repris au titre XII du statut sous l'intitulé " Des Chambres de recours ".

Art. 2. La Chambre de recours a son siège à l'Administration centrale de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, avenue de la Toison d'Or 84-86, à 1060 Bruxelles. Le greffe de la Chambre de recours est installé à la même adresse.

Les recours sont adressés au greffe, à l'adresse précitée, dans les délais fixés par le statut.

Dans le délai de dix jours ouvrables suivant la réception du recours, le greffier-rapporteur accuse réception du recours à la partie requérante et informe du recours le Président compétent ainsi que l'autorité visée à l'article 107, § 8, alinéa 1^{er}, du statut.

Art. 3. Le greffier-rapporteur arrête la liste des assesseurs et assesseurs suppléants pouvant siéger dans l'affaire en cause compte tenu des dispositions de l'article 108, alinéa 1^{er}, du statut.

Au plus tard dans le délai fixé à l'article 109, alinéa 1^{er}, du statut, il transmet cette liste au requérant afin de lui permettre de faire usage de la faculté de récusation dans les conditions et selon les modalités prévues au même article.

Art. 4. Le greffier-rapporteur établit le dossier complet de l'affaire.

A cette fin, il invite les autorités disposant d'éléments utiles à les lui communiquer dans les meilleurs délais.

Le greffier-rapporteur soumet au Président un rapport sur l'affaire qui comprend notamment un inventaire des pièces composant le dossier complet de l'affaire. S'il y a lieu, le greffier-rapporteur informe également le Président des récusations intervenues en application de l'article 109 du statut.

Art. 5. § 1^{er}. Pour chaque affaire, le Président fixe la date à laquelle la Chambre de recours se réunit.

Le greffier-rapporteur adresse les convocations aux assesseurs ainsi que, par pli recommandé avec accusé de réception, au requérant et à son défenseur éventuel, au moins quinze jours avant la date de la réunion.

La convocation est également adressée dans le même délai à l'agent visé à l'article 107, § 8, alinéa 1^{er}, du statut pour autant qu'il ait déjà été désigné.

En l'absence d'une telle désignation, le greffier-rapporteur invite l'autorité compétente à y procéder sans délai et adresse immédiatement à l'agent désigné ladite convocation.

Le rapport établi par le greffier-rapporteur est joint à la convocation.

§ 2. A titre confidentiel et uniquement pour les besoins de la cause, les personnes convoquées à la réunion peuvent consulter, sur rendez-vous ou aux jours et heures fixés dans la convocation, le dossier complet de l'affaire.

Elles ne peuvent ni soustraire ni déplacer aucune pièce composant ce dossier.

Art. 6. § 1^{er}. Les Présidents (1^{re} et 2^e sections) et assesseurs ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint, ou une personne vivant sous le même toit, un parent ou un allié jusqu'au 4^{ème} degré inclusivement.

Le Président (2^e section) et les assesseurs qui seraient intervenus dans la proposition ou la mesure frappée de recours signalent sans retard leur empêchement au greffier-rapporteur qui convoque leur suppléant.

Le Président (2^e section) et les assesseurs qui cessent d'être en activité de service préviennent également dans les meilleurs délais le greffier-rapporteur qui fera le nécessaire pour pourvoir à leur remplacement.

Il en va de même des assesseurs qui se trouvent dans la position de détachement syndical ou qui sont attachés à un cabinet ministériel.

§ 2. Les assesseurs doivent demander à être déchargés s'ils estiment avoir un intérêt à la cause ou s'ils pensent que leur impartialité pourrait être mise en doute. Le Président décide de la suite à réserver à cette demande.

Jusqu'à l'ouverture de la séance, le Président dispose de la faculté de remplacer, en cas de nécessité, un assesseur par un de ses suppléants utiles.

§ 3. Dans tous les cas de remplacement, les assesseurs appelés à siéger sont mis sans délai en possession du rapport sur l'affaire.

Art. 7. § 1^{er}. Les séances de la Chambre de recours sont ouvertes et closes par le Président.

Celui-ci dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée.

§ 2. Le Président de la 1^{re} section a voix délibérative en matière disciplinaire et de suspension dans l'intérêt du service. Il n'a pas voix délibérative en matière d'évaluation.

Le Président de la 2^e section n'a pas voix délibérative.

§ 3. Le vote a lieu au scrutin secret.

Les questions soumises au vote, notamment l'avis à émettre, comportent obligatoirement une réponse affirmative ou négative.

Le vote est acquis à la majorité des voix, les bulletins blancs ou nuls n'étant pas pris en compte.

En cas de partage des voix, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

§ 4. Il n'est pas établi de procès-verbal, l'avis motivé reprenant toutefois les éléments essentiels de la procédure ainsi que le résultat des délibérations.

L'avis, en sa motivation, est rédigé, selon le cas, soit en séance par la Chambre de recours elle-même, soit par son Président conformément aux conclusions adoptées par la Chambre de recours.

Art. 8. Les avis émis par la Chambre de recours sont signés par son Président et le greffier-rapporteur.

Le greffier-rapporteur communique une copie de l'avis motivé aux membres de la Chambre de recours.

Les avis sont conservés au greffe où le requérant et son défenseur peuvent en prendre connaissance et s'en faire délivrer copie.

Art. 9. Les minutes, registre et archives de la Chambre de recours sont conservés au greffe à l'adresse indiquée à l'article 2.

Art. 10. Les Présidents, assesseurs et greffiers-rapporteurs sont tenus au secret des délibérations ainsi que par la confidentialité des débats.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 127 du statut, le présent règlement de procédure entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement qui l'approuve.

Le greffier-rapporteur,
Mme T. DUBRULE

Le Président de la 1^{re} section,
M. THOMAS

Le Président de la 2^e section,
F. DE LAET

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement de procédure de la Chambre de recours de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3737

[C — 2002/29476]

2 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij het reglement van de procedure voor de Raad van Beroep van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt goedgekeurd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 houdende het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", inzonderheid op de artikelen 26 en 27;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van Beroep, afdelingen 1 en 2, van 29 september 1999;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002,

Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het hierbij gevoegde procedurereglement van de Raad van beroep van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », dat gemeenschappelijk is voor de afdelingen 1 en 2, goed.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren en de Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 september 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

J-M. NOLLET

Bijlage

**Raad van beroep van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »
Gemeenschappelijk procedurereglement (voor beide afdelingen)**

Artikel 1. De bepalingen van dit procedurereglement, genomen met toepassing van artikel 117 van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het op de « Office de la Naissance et de l'Enfance » toepasselijk werd gemaakt bij het besluit van 12 januari 1998 houdende het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", hierna het « statuut » genoemd, vullen de artikelen 106 tot 117 aan die in titel XII van het statuut opgenomen zijn, met als opschrift « De Raden van beroep ».

Art. 2. De Raad van beroep heeft zijn zetel in het hoofdbestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », Gulden Vlieslaan 84-86, te 1060 Brussel.

De griffie van de Raad van beroep bevindt zich aan hetzelfde adres.

De beroepen worden aan de griffie, aan voormeld adres, binnen de door het statuut vastgestelde termijn, gericht.

Binnen een termijn van 10 werkdagen die volgen op de ontvangst van het beroep, meldt de griffier-rapporteur ontvangst van het beroep aan de verzoekende partij en brengt de bevoegde Voorzitter alsook de overheid bedoeld in artikel 107, § 8, lid 1, van het statuut, op de hoogte van het beroep.

Art. 3. De griffier-rapporteur stelt de lijst van assessoren en plaatsvervangende assessoren vast die zitting kunnen hebben voor het onderzoek van de zaak, rekening houdend met de bepalingen van artikel 108, lid 1, van het statuut.

Uiterlijk binnen de in artikel 109, lid 1, van het statuut vastgestelde termijn, zendt hij die lijst aan de verzoeker over om hem in de mogelijkheid te stellen gebruik te maken van zijn wrakingsrecht onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bedoeld in hetzelfde artikel.

Art. 4. De griffier-rapporteur maakt het volledige dossier van de zaak op.

Daartoe verzoekt hij de overheidsbesturen die over nuttige gegevens beschikken om hem die gegevens onverwijld mede te delen.

De griffier-rapporteur legt aan de Voorzitter een verslag over de zaak voor dat inzonderheid een inventaris omvat van de stukken waaruit het volledige dossier van de zaak bestaat.

In voorkomend geval, brengt de griffier-rapporteur ook de Voorzitter op de hoogte van de wrakingsaanvragen die ingediend zijn met toepassing van artikel 109 van het statuut.

Art. 5. § 1. Voor elke zaak stelt de Voorzitter de datum vast waarop de Raad van beroep vergadert.

De griffier-rapporteur zendt de oproepingsbrieven over aan de assessoren alsook, bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, aan de verzoeker en aan zijn eventuele verdediger, ten minste 14 dagen voor de datum van de vergadering.

De oproepingsbrief wordt binnen dezelfde termijn eveneens gericht aan de ambtenaar bedoeld in artikel 107, § 8, lid 1, van het statuut, voorzover deze reeds werd aangewezen.

Zo niet, dan verzoekt de griffier-rapporteur de bevoegde overheid om die aanwijzing onverwijld te verrichten en deelt onmiddellijk aan de aangewezen ambtenaar die oproepingsbrief mede.

Het door de griffier-rapporteur opgemaakte verslag over de zaak wordt bij de oproepingsbrief gevoegd.

§ 2. Vertrouwelijkheidshalve, en uitsluitend als dit noodzakelijk is, mogen de tot de vergadering opgeroepen personen, op afspraak of op de dag en om het uur vastgesteld in de oproepingsbrief, het volledige dossier van de zaak raadplegen.

Zij mogen geen stuk van dat dossier wegnemen of verplaatsen.

Art. 6. § 1. De Voorzitters (afdelingen 1 en 2) en assessoren mogen geen zitting nemen voor het onderzoek van een zaak betreffende hun echtgenoot, een persoon die onder hetzelfde dak woont, een bloedverwant of aanverwant tot en met de 4de graad.

De Voorzitter (2^e afdeling) en de assessoren die in het voorstel of in de maatregel waartegen beroep is ingesteld, zouden zijn tussengekomen, brengen de griffier-rapporteur, die hun plaatsvervanger oproept, er onverwijld op de hoogte van dat zij verhinderd zijn.

De Voorzitter (2^e afdeling) en de assessoren die niet meer in actieve dienst zijn, verwittigen eveneens onverwijld de griffier-rapporteur, die de nodige maatregelen treft om in hun vervanging te voorzien.

Dit geldt ook voor de assessoren die in een vakbond gedetacheerd zijn of aan een ministerieel kabinet verbonden zijn.

§ 2. De assessoren moeten vragen om te worden ontheven, indien zij van mening zijn dat zij belang bij de zaak hebben of indien zij denken dat hun onpartijdigheid in twijfel zou kunnen worden gebracht.

De Voorzitter beslist over het gevolg dat aan die aanvraag moet worden gegeven.

Totdat de vergadering wordt geopend, heeft de Voorzitter de mogelijkheid om, zo nodig, een assessor door één van zijn nuttige plaatsvervangers te vervangen.

§ 3. In alle vervangingsgevallen, worden de assessoren die zitting zullen nemen, onverwijld in het bezit gesteld van het verslag over de zaak.

Art. 7. § 1. De vergaderingen van de Raad van beroep worden door de Voorzitter geopend en gesloten.

Die leidt de debatten en zorgt voor orde bij de vergadering.

§ 2. De Voorzitter van de eerste afdeling is stemgerechtigd inzake tucht en schorsing in het belang van de dienst. Hij is niet stemgerechtigd inzake evaluatie.

De Voorzitter van de 2^e afdeling is niet stemgerechtigd.

§ 3. De stemming is geheim.

De vragen waarover gestemd wordt, inzonderheid het uit te brengen advies, moeten een positief of een negatief antwoord krijgen.

De stemming geschiedt bij meerderheid van stemmen, waarbij de blancostembiljetten of de ongeldige stembiljetten niet in aanmerking worden genomen.

Bij staking van stemmen, wordt het advies als gunstig voor de verzoeker geacht.

§ 4. Er worden geen notulen opgemaakt, waarbij het met redenen omkleed advies evenwel melding maakt van de belangrijkste gegevens van de procedure alsook van de uitslag van de beraadslaging.

De redenen waarmee het advies wordt omkleed, worden, naargelang van het geval, ofwel gedurende de vergadering door de Raad van beroep zelf, ofwel door de Voorzitter overeenkomstig de door de Raad van beroep aangenomen besluiten, opgesteld.

Art. 8. De door de Raad van beroep uitgebrachte adviezen, worden door de Voorzitter ervan en door de griffier-rapporteur ondertekend.

De griffier-rapporteur zendt een afschrift van het met redenen omkleed advies aan de leden van de Raad van beroep over.

De adviezen worden ter griffie bewaard, waar de verzoeker en zijn verdediger er kennis van kunnen nemen en zich er een afschrift van kunnen laten bezorgen.

Art. 9. De minuten, het register en het archief van de Raad van beroep worden ter griffie bewaard aan het in artikel 2 vermelde adres.

Art. 10. De Voorzitters, assessoren en griffiers-rapporteurs zijn gehouden tot het geheim van de beslissingen die tijdens de beraadslaging werden getroffen alsook tot de vertrouwelijkheid van de debatten.

Art. 11. Onverminderd de bepalingen van artikel 127 van het statuut, treedt dit procedurereglement in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering waarbij het wordt goedgekeurd.

De griffier-rapporteur,

Mevr. T. DUBRULE

De Voorzitter van de 1^e afdeling,

M. THOMAS

De Voorzitter van de 2^e afdeling,

F. DE LAET

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij het reglement van de procedure voor de Raad van beroep van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt goedgekeurd.